



La Commune

drame historique en 5 actes et 8 tableaux

Ary Ludger

Revue *Théâtre(s) Politique(s)*, n°1, 03/2013

Article publié en ligne à l'adresse :

<http://theatrespolitiques.fr/2013/03/la-commune-drame-historique-dary-ludger-1908/>

Cette pièce fut imprimée dans *La Vérité*, « organe socialiste » de Lesparre (en Gironde), n°13, 31/05/1908, 1^{ère} à 4^e page.

Personnages de la pièce :

Pierre Raison, cafetier à Paris.

Raoul Mondroit, officier de la ligne.

Julie Raison, fille de Pierre Raison, fiancée de Raoul.

Guillaume 1^{er}, empereur d'Allemagne.

Bismarck, grand chancelier d'Allemagne.

Flahutt, homme de Bismarck.

Delescluze, général de la Commune.

Flourens, général de la Commune.

Rochefort, membre de la Commune.

Ferré, membre de la Commune.

Louise Michel, femme de la Commune.

Lecomte, général de la ligne.

Clément-Thomas, général en chef de la Garde nationale.

Vinoy, général de la ligne.

Rivière, capitaine de la gendarmerie.

Un sous-officier de la ligne, des sous-officiers.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Des officiers de la Commune.

Des généraux de l'armée.

Un gendarme.

Des femmes, des enfants, le peuple.

Soldats français, soldats prussiens, des gardes nationaux.

La scène se passe à Paris en 1871, et à Ferrières, au château Rothschild.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

ACTE I.

La scène représente un salon du palais Rothschild, à Ferrières.

Le rideau se lève.

Guillaume I^{er}, en costume militaire prussien, est assis autour d'un guéridon chargé de papiers, Bismarck, également en costume militaire, se promène dans le salon, les mains derrière le dos.

Scène I^{re}

Bismarck s'arrête devant Guillaume.

Bismarck – Ce n'est pas assez pour moi d'avoir abattu la France par les armes, non, ce n'est pas assez. Car tant qu'il restera un peuple français la Prusse sera en danger et l'Allemagne ne parviendra jamais au rôle prédominant que le succès de ses armes lui a tracé.

Guillaume – Mais alors que voulez-vous pour la France ?

Bismarck – Je veux, je veux... quelque chose de mieux.

Guillaume – Il me semble pourtant que le but est largement atteint : cinq milliards à payer, un milliard de contributions de guerre imposées sur notre passage, ça fait six ; deux provinces enlevées ; les deux tiers du territoire ruinés à fond ; plus d'armée, plus d'armement ; une dette écrasante, et qui va maintenant toujours augmenter avec rapidité, cela me semble bien suffisant pour finir la France et les Français.

Une nation qui reçoit de pareils coups n'est plus à craindre. Elle aura peut-être encore un effort, mais cela ne sera qu'une convulsion de l'agonie pour s'éteindre de soi-même petit à petit.

Bismarck – C'est justement cette convulsion que je voudrais épuiser jusque dans son épuisement afin que le corps tout entier devînt matériellement incapable de reprendre aucune énergie. Non pas que la France me paraisse susceptible de redevenir dangereuse, mais seulement nuisible pendant un temps que nous pouvons abrégier si nous savons bien nous y prendre.

Tant qu'à un relèvement quelconque il est bien impossible désormais. Puisque l'on comptait six milliards à six milliards et demi de numéraire en France, et que nous en prenons six, avec quoi s'armerait-elle ? Les autres puissances ne lui prêteront pas d'argent dans pareille condition.

Mais il faut pourtant bien comprendre que le peuple français se compte encore par trente-six millions d'âmes, et que pareille nation, quoique ruinée à fond, ne s'éteint pas sans nuire singulièrement à ses ennemis.

Voilà pourquoi je dis, que la France, si abaissée soit-elle, restera toujours un obstacle à l'avenir de l'Allemagne.

Guillaume – Que voudriez-vous faire ?

Bismarck – Lui susciter une grande guerre civile... une de ces guerres d'intérieur qui détruisent plus sûrement que toutes les armées étrangères parce qu'elles rendent un peuple ennemi de soi-même.

Après l'invasion, la guerre civile... Ce serait l'apothéose du triomphe allemand.

Guillaume – Mais est-elle possible, cette guerre civile ?

Bismarck – Ah ! il ne tient qu'à nous de la faire éclater, peut-être pour demain. Les insurgés sont prêts ; s'ils hésitent encore c'est qu'ils craignent que nous ne voulions reconnaître que le seul gouvernement ayant conclu la paix.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Guillaume – En somme, si l’insurrection triomphait, qui paierait l’indemnité ?

Bismarck – Il vaudrait peut-être bien mieux qu’elle ne fût jamais payée. Nous pourrions ainsi conserver une des plus riches régions de la France et qui rapporterait certainement les cinq milliards en quelques années alors que le pays serait quand même à nous.

Et puis cette dette serait une raison vivante d’attaquer toujours et de prendre jusqu’au cœur de la France : ce auquel les puissances n’auraient rien à dire.

Guillaume – Alors vous croyez ?

Bismarck – Je crois qu’il faut une bonne guerre civile à la France. Je crois qu’il faut, non seulement pousser les insurgés, mais leur promettre notre appui moral, tout comme le promettre au gouvernement établi afin de ne pas le laisser hésiter à la lutte.

Voilà ce que je crois, et voilà ce qu’il faut pour le dernier triomphe des armes prussiennes.

Guillaume, *en se levant pour sortir* – Agissez, en ce cas, agissez au plus tôt. Mais surtout rien d’officiel.

Bismarck – Oh ! certainement non, rien d’officiel, pas un mot, pas même une virgule. Il faut que la Prusse fasse tout et qu’elle n’y soit pour rien. Voilà le rôle.

Guillaume s’en va par la droite. Bismarck le reconduit jusqu’à la porte, tout en prononçant ses dernières paroles, puis il revient s’asseoir au guéridon et prend des papiers en mains.

Scène II

Flahutt, homme de confiance de Bismarck, entre doucement par la gauche.

Bismarck – Ah ! monsieur Flahutt, j’allais justement vous appeler.

Flahutt – Je suis heureux d’éviter cette peine à votre Excellence.

Bismarck – Dites-moi, voulez-vous aller à Paris ?

Flahutt – Je suis aux ordres de votre Excellence.

Bismarck – Vous irez donc à Paris. Vous vous mettrez en relation avec tous les noms qui sont notés là-dessus.

Il lui remet une feuille.

Et vous les assurerez de mon appui moral, mais en votre nom seulement.

Comprenez-vous ?

Flahutt – Excellence, je comprends.

Bismarck – Vous pourrez même leur promettre tout ce que vous voudrez, pourvu que ce soit toujours en votre nom.

Comprenez-vous bien ?

Flahutt – Excellence, je comprends bien.

Bismarck – Votre présence va probablement faire éclater la guerre civile. C’est ce que j’attends.

Avec les insurgés vous tiendrez contre le gouvernement établi ; avec le gouvernement établi vous tiendrez contre les insurgés. Mais en poussant les deux partis aux dernières extrémités, leur fournissant même les moyens de s’entre-détruire. Enfin vous vous servirez de l’un en trahissant l’autre, et vous ferez de même pour les deux.

Comprenez-vous bien encore ?

Flahutt – Excellence, je comprends bien encore.

Bismarck – Alors préparez-vous à partir le plus tôt possible.

Flahutt – Excellence, c’est que...

Bismarck, *en riant* – Ah ! il y a un – c’est que !

Flahutt – Oui, Excellence, et ce n'est pas là le moins intéressant : une adorable jeune fille que je venais mettre dans les bras de votre Excellence...

Bismarck, *riant plus fort* – Oh, oh ! monsieur Flahutt, c'est encore une de vos surprises !...

Flahutt – Il faut bien que votre Excellence se repose quelquefois des fatigues du pouvoir si nous ne voulons pas que le poids du travail l'accable trop jeune et trop tôt pour la Patrie.

Bismarck, *tout en examinant ses papiers* – Et comment avez-vous pris cette jeune colombe, adorable, comme vous le dites ?

Flahutt – C'est presque une histoire, Excellence.

La jeune fille est de Paris...

Bismarck – Une Parisienne.

Flahutt – Une Parisienne tout ce qui a de plus piquant, gracieuse comme un oiseau.

Bismarck – Diable !

Continuez.

Flahutt – La jeune fille est donc de Paris. Mais elle est venue pour passer le siège à Ferrières, chez une tante.

Maintenant que la paix est signée, le papa vint hier chercher sa fille. Ils allaient s'embarquer tous les deux quand, je ne sais par quelle heureuse fatalité, la jeune fille resta seule un moment dans la rue, son père étant entré au bureau de tabac. En cet instant un soldat de la Garde s'est permis de chiffonner la taille de la petite, et le père, qui sortait alors, tenant à la main un espèce de bâton de voyage, en a presque cassé la tête du soldat.

Le coupable, arrêté immédiatement, est aussitôt jugé par la cour martiale qui le condamne à mort.

Mais comme l'acte s'est accompli dans la zone militaire de la résidence impériale, l'exécution du condamné ne peut avoir lieu sans qu'elle soit signée de votre excellence, qui a dû en recevoir la feuille.

Bismarck – Oui, c'est vrai, j'ai reçu un arrêt d'exécution à signer.

Il est par-là, quelque part dans ces papiers.

Flahutt – Votre excellence ne le signera pas. Car la petite vient demander la grâce de son père.

Et je ne crois pas qu'il soit possible de la lui refuser, surtout en la voyant pleurer, quand les larmes la rendent encore cent fois plus belle.

Bismarck – Vraiment ?

Flahutt – C'est comme je le dis à votre Excellence.

Bismarck – Où est-elle ?

Flahutt – Dans le salon sombre...

Bismarck – Pensez-vous qu'elle me recevra bien, si je me présente ?

Flahutt – Oh ! pour la grâce de son père, elle recevra bien tout ce que lui présentera votre Excellence.

Bismarck – Allons la voir alors.

Il va pour sortir par la gauche.

Préparez-moi toujours une lettre de grâce ; nous verrons si je dois la signer ou signer l'exécution.

Flahutt – Votre Excellence signera la grâce, j'en suis bien certain.

Bismarck sort et Flahutt cherche dans les papiers.

Scène III

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Flahutt, *tout en remuant les papiers* – Ce brave Bismarck, il a un caprice pour les Parisiennes, un fort caprice. Chaque fois que je lui dis : c'est une Parisienne... son œil s'enflamme d'un feu plus brûlant.

Caprice de grand homme, probablement. Car il me semble que la jeunesse est bien belle partout, surtout la jeunesse sage.

Mais il faut pourtant reconnaître que les petites Parisiennes tiennent un charme autrement agréable que celui des petites Prussiennes. Ici c'est léger, gracieux, pimpant et coquet, pendant que là-bas, c'est lourd et mal tourné.

Scène IV

Bismarck entre avec Julie qui s'essuie les yeux.

Bismarck – Oui, nous allons arranger cette affaire.

Il va s'asseoir.

Flahutt – Excellence, voici l'ordre d'exécution et voici la lettre de grâce.

Il montre deux feuilles qu'il a mises à côté l'une de l'autre. Bismarck prend la plume que présente Flahutt, et signe une des deux feuilles qu'il remet à Julie.

Bismarck – Tenez, voilà pour votre père.

Du moins, non, procédons autrement.

Il reprend la feuille et la donne à Flahutt.

Monsieur Flahutt, allez porter cette grâce et faites amener l'homme ici.

Flahutt s'incline profondément.

Flahutt – Excellence, dans une minute.

Il sort par la gauche.

Bismarck s'approche de Julie qui a remis son mouchoir sur les yeux.

Bismarck – Allons, séchons ces pleurs, votre père vous sera rendu.

Julie – Mais moi, monsieur, comment lui serai-je rendue ?

Bismarck – Ah ! ma foi, que voulez-vous ! Il faut savoir prendre la vie comme elle se présente.

Scène V

Quatre soldats prussiens, arme en bras, commandés par un sous-officier, entrent avec Raison, père de Julie. Flahutt les conduit.

Julie court se jeter dans les bras de son père.

Julie – Ah ! mon pauvre père vous voilà enfin !

Raison – Comment, toi ici ?

Julie – Oui, mon père, j'y suis venue chercher votre grâce.

Raison – Et tu l'as obtenue ?

Julie, *baissant la tête* – Monsieur de Bismarck vient de la signer.

Mais si vous saviez ce qu'elle me coûte...

Elle se cache le visage sur l'épaule de son père.

Raison – Ah ! je ne le devine que trop. Mais pourquoi es-tu entrée dans ce repaire de brigands ?

Bismarck se redresse.

Bismarck – Monsieur, vous oubliez déjà que vous devez la vie à ma clémence ?

Raison – Et ma fille, que doit-elle à votre clémence ?

Julie – Mon père, c'était pour vous sauver.

Raison – Il fallait me laisser mourir...

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

À Bismarck.

C'est un crime de plus à mettre sur la liste des lauriers prussiens.

Voilà votre clémence, Monsieur de Bismarck.

Bismarck s'est levé, le regard furieux.

Bismarck – Si vous croyez que le pardon vous permet de nouvelles fautes, eh bien, vous vous trompez.

Raison – Votre pardon n'est qu'un infâme outrage à l'amour que me portait cette enfant. C'est le pardon d'un misérable.

Bismarck – Assez, monsieur, assez ! Vous serez récompensé de vos insultes, et cette fois, sans pitié.

Soldats...

Julie se met devant Bismarck.

Julie – Je vous en prie, monsieur, n'oubliez pas que sa vie ne vous appartient plus, puisque vous me l'avez donnée.

Bismarck – Emmenez-le donc, alors, emmenez-le ! ou sur ma vie, je le fais fusiller, même après sa grâce...

Julie entraîne son père par la gauche.

Bismarck – Aucun homme sur la terre ne tiendrait impunément pareil langage devant moi. Et je le laisse partir.

Le rideau se baisse.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

ACTE II.

1^{er} tableau

La scène représente un petit café de Paris aux environs des Buttes-Montmartre.

Le rideau se lève.

Le café est plein de sous-officiers de l'armée, de soldats et de gardes nationaux, assis aux tables.

Raoul Mondroit, en lieutenant de la ligne, est assis à une table, sur le devant. Pierre Raison, en sous-officier de la Garde nationale, va et vient, une serviette sur le bras. Julie est pensif, appuyée sur le comptoir.

Scène I^{re}

Raison – Julie, mais voyons, qu'est-ce que tu fais ?

Sers donc monsieur Raoul !

Autrefois tu n'allais qu'à lui ; à peine était-il là qu'il t'avait à ses côtés.

À présent on dirait que tu ne veux plus le voir.

Julie porte une tasse de café devant Raoul.

Raoul, *se levant, lui prend la main* – Qu'avez-vous contre moi ? Que vous ai-je fait pour mériter maintenant votre indifférence ?

Julie – Oh ! rien, monsieur Raoul, non, rien. Je n'ai rien à vous reprocher, vous ne m'avez rien fait.

Raoul – Vous n'êtes pourtant plus la même avec moi. Il me semble que vous ne m'aimez plus. *Elle pleure, le mouchoir sur ses yeux.*

Julie – Si, Raoul, je suis toujours la même, mon cœur n'a pas changé : je vous aime comme autrefois.

Mais je suis bien malheureuse... Car il faut nous séparer... Je ne peux plus devenir votre femme...

Raoul – Ba ! vous me direz au moins pourquoi ?

Julie – Non, non, je ne vous le dirai jamais.

Sachez seulement que j'ai le cœur brisé... je voudrais mourir...

Elle s'éloigne en pleurant, le mouchoir sur les yeux. Raoul la regarde partir et se rassied d'un geste découragé.

Raoul – Je n'y comprends rien : elle m'aime toujours mais elle ne veut plus de moi...

Oh ! ces femmes, ces femmes ! Est-il possible de connaître le fond de leur cœur ! Est-il possible de dire ce qu'elles aiment ou ce qu'elles n'aiment pas !

Elles ont tout en elles pour faire le bonheur de l'humanité, et pourtant elles ne donnent que des pleurs et des tourments.

Ils semblent qu'elles prennent plaisir à détruire en une heure ce qu'elles ont édifié en des années.

Sont-elles des parjures ? Sont-elles des menteuses ? Ou sont-elles des criminelles ? Je n'en sais rien, non, je n'en sais rien. Mais ce que je sais bien c'est qu'elles sont incompréhensibles.

Scène II

Un Sous-officier de la ligne – Père Raison, il paraît que Paris va se mettre en Commune ?

Raison – Oui, mon ami, oui, ça ne va pas tarder, peut-être bien aujourd'hui. Et pour ma part, je vous déclare que je suis communiste ou socialiste, ce qui est à peu près pareil.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Le Sous-officier – Ah, mais, il faudrait nous expliquer ce qu'est la Commune, à nous qui ne le savons guère.

Tous les sous-officiers et soldats se rapprochent du père Raison.

Raison – Oui, mes enfants, oui, je vous expliquerai la Commune dans son idée comme dans son principe, et vous verrez qu'il n'y a rien de plus beau et de plus juste sur la terre.

La Commune veut le peuple vraiment souverain ; non pas de cette souveraineté factice qu'il possède aujourd'hui et dont on nous parle à chaque instant, sans doute pour nous faire oublier que les milliers et milliers de fonctionnaires qui nous administrent sont tous les maîtres de notre souveraineté.

La Commune reconnaît le Conseil municipal seul maître absolu, sans qu'un préfet, sorti d'on ne sait d'où, nommé par on ne sait qui, puisse casser les votes municipaux.

Chaque village, chaque ville se conduit comme elle l'entend sans qu'un ministre puisse destituer un maire ou dissoudre un conseil. La population seule a ce droit, par de nouvelles élections qui ont lieu chaque fois qu'un tiers des électeurs les demande, mais qui ne peuvent pas se renouveler plus d'une fois par an.

La Commune supprime tous les impôts iniques qui sont établis aujourd'hui sur la terre et sur le travail seulement, et les remplace par un impôt unique sur le capital.

La Commune établit des ateliers nationaux pour tous les travailleurs, comme on en a fait en 48, mais pour bien peu de temps, les exploiters capitalistes ayant vite repris les pouvoirs politiques. Avec du travail elle fournit une retraite à cinquante ans à tous les êtres sans ressources. Elle donne l'instruction intégrale à tous les enfants jusqu'à l'âge de vingt ans. Après c'est au concours que se gagnent les professions libérales et le droit de commander aux autres.

La Commune met toutes les fonctions, toutes les charges, tous les emplois à l'élection directe par le peuple.

Nous voyons aujourd'hui de gros bêtas, de stupides ignorants dans de hautes fonctions, bien payées, bien retraitées, uniquement parce que monsieur papa s'est engraisé de la fonction avant eux : ils y sont par héritage.

Eh bien, la Commune finit toutes ces sottises, elle détruit tous ces petits potentats, si superbes et si orgueilleux dans leur belle nullité ; elle coupe radicalement toutes les herbes improductives en mettant les emplois et les charges à l'élection.

Alors plus de faveur, plus de nom, plus de fonctionnaires de père en fils, mais le mérite et l'intelligence à la place du droit héréditaire des familles fortunées.

Le Sous-officier – Ce serait vraiment trouvé tout ça, père Raison. Seulement croyez-vous que le peuple ne commettrait pas de grosses erreurs dans des élections si multipliées ?

Raison – Quand je dis que toutes les charges sont à l'élection, ce n'est pas à croire que la foule irait à décider d'un titre de général, par exemple. Mais s'il faut un officier dans votre régiment, ce sont tous les soldats qui le nommeront. De même que s'il faut un magistrat tous les hommes de loi seront appelés à le nommer.

La Commune abolit les armées permanentes, et tout le monde est soldat jusqu'à cinquante ans, pour marcher à l'ennemi en cas d'invasion seulement.

La Commune supprime les députés, les sénateurs, le président de la République, autant de seigneurs à l'engrais qui ne se doutent même pas de leur inutilité. Elle remplace tout ça par un Conseil national formé d'un délégué par département ; Conseil national qui ne fera point de politique mais seulement de l'économie sociale, accaparant les produits, les vendant au peuple comme à l'étranger.

Et voilà, messieurs, la Commune telle qu'elle doit être ; la voilà dans ses principes de Droit et de Justice.

Le Sous-officier – Mais c'est admirable, père Raison, c'est tout simplement admirable.

Raison – Hé, mon ami, sachez bien que si je suis prêt à combattre pour la Commune, c'est parce que je l'ai reconnue la plus belle expression de la Liberté d'un peuple. Sans doute nos maîtres ne veulent pas de ce mot-là, ils le décrient, ils le dénaturent, parce que de pareils principes leur retirent à jamais la bonne table où chacun s'engraisse si bien et depuis si longtemps avec les sueurs du peuple. Mais la Commune ne veut pas de violences, ne veut pas de sang ; elle n'aspire qu'à la légalité du Droit et de la Propriété du Travail.

Après ça, si un homme du peuple n'est pas communiste-socialiste en connaissant la Commune, il faut que ce soit une véritable tête de chou.

Pour moi c'est du fond du cœur que je crie : « Vive la Commune ! »

Tous les sous-officiers et soldats répètent :

Vive la Commune !...

Scène III

Le rappel bat au dehors... Tout le monde sort du café en disant : « Qu'y a-t-il ? » Le père Raison est sorti un des premiers. Raoul va sortir aussi mais il tombe devant Julie qui s'est rapprochée pour l'arrêter en se plaçant devant lui.

Julie – Raoul, ne me gardez pas rancune. C'est le sort qui nous sépare, et non mon cœur.

Raoul – Mais pourquoi ?

Julie – Je ne puis pas vous le dire.

Raoul – Alors c'est que vous ne m'avez jamais aimé. Sans quoi y aurait-il un sort capable d'obliger à une séparation inexplicable.

Julie – Oh ! ne parlez pas ainsi, vous allez ajouter une dernière douleur à toutes celles qui me torturent déjà.

Raoul – Je ne comprends plus, je ne sais plus ce que j'entends. Vous m'aimez toujours et il ne faut plus nous revoir : n'est-ce pas, voilà ce que vous voulez ?

Julie, *presque bas* – Oui.

Raoul – Eh bien, je m'en vais pour ne plus jamais revenir. Soyez satisfaite.

Il sort. Julie pleure.

Le rideau se baisse.

2^e tableau

La scène représente le siège social de l'Internationale, rue du Temple. Une grande salle, des chaises tout autour ; une grande table longue, recouverte d'un tapis rouge qui tombe jusqu'à terre ; des drapeaux rouges, croisés en faisceaux, autour de la salle ; un bonnet phrygien entre chaque faisceau.

Le rideau se lève.

On bat la générale au dehors.

Delescluze, Flourens, avec deux ou trois civils et quelques officiers de la Garde nationale sont debout au milieu de la salle. Flahutt, à quelques pas, les examine, les bras croisés.

Rocheffort et Ferré arrivent par le fond.

Scène 1^{re}

Ferré – Qu'y a-t-il, Delescluze ? Pourquoi bat-on la générale ?

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Il entre des officiers, une quinzaine.

Delescluze – Il y a que nos hésitations vont nous perdre, et que j’y coupe court en précipitant les événements. Car sachez bien que nous sommes prêts d’être débordés.

Ferré – Comment ça ?

Delescluze – Je tiens de source sûre, que l’armée va s’emparer de nos canons des Buttes-Montmartre aujourd’hui même, si nous n’allons vite au secours de ceux qui les gardent. Voilà la décision secrète du gouvernement de Paris et de son conseil.

Aussi ne vous ai-je pas toujours dit que nous perdions notre temps dans de vaines attentes, et que l’on aurait déjà dû agir ? Ne vous ai-je pas toujours dit que c’est surtout par les coups imprévus et précipités que nous arriverions à tomber nos adversaires ?

Mais Rochefort, lui, recule toujours le moment de l’action ; il est toujours là pour faire croire que les événements vont s’accomplir tout seuls.

Rochefort – Si j’ai reculé le moment d’agir, c’est que je ne nous voyais pas suffisamment prêts.

Delescluze – Pas prêts ! avec deux cent mille gardes nationaux armés, et presque toute l’armée de ligne de Paris pour chasser les débris de cet Empire écroulé qui tiennent encore toutes les charges du Gouvernement. Et tu pousses à l’inaction, tu recommandes la patience ! Dans quel but ? Est-ce pour donner aux autres le temps de reconstituer une bonne armée avec les troupes qui reviennent déjà d’Allemagne, alors que celles de Paris sont à peu près dévouées au peuple ?

Rochefort – Citoyen Delescluze, vas-tu m’accuser de favoriser les gens de l’Empire ?

Delescluze – Non, mais je t’accuse de ne pas savoir ce que tu veux. Et je suis bien certain que personne ne contredira mes paroles.

Tu es très fort pour chercher mais très faible pour marcher.

Rochefort – Après tout, quelle authenticité ont tes renseignements ?

Delescluze – L’authenticité d’un homme qui a tout entendu.

Il montre Flahutt.

Flahutt – Moi-même, messieurs, moi-même, qui ai tout vu de mes yeux et tout entendu de mes oreilles dans le cabinet du gouverneur de Paris, où je pénètre quelquefois... pour vous servir.

Je vous dirai même que si le Gouvernement ne parvient pas à s’emparer de vos canons, il va s’enfuir à Versailles pour reconstituer là de plus sûrs moyens d’attaque contre vous.

Tout le monde – Ha ! ha !

Delescluze – Qu’en pense le citoyen Rochefort ?

Rochefort – Je pense qu’il faut faire des barricades dans tout Paris.

Delescluze – Eh bien, nous différons encore sur ce point, en ce que je pense que c’est le moment de faire le coup de feu et non des barricades.

Nous sommes assez nombreux et assez armés pour nous mettre face à face avec nos adversaires.

Je propose, en outre, de fermer les portes de Paris afin que personne n’en puisse sortir.

Rochefort – Ah ! par exemple, ce serait une grosse sottise. S’ils veulent nous laisser la place, ne les obligeons pas à lutter, puisque la fuite nous débarrasse d’eux.

Tout le monde – Oui, ça vaut mieux.

Delescluze – Vous le voulez, je le veux bien aussi. Mais rappelez-vous qu’un Gouvernement échappé est presque toujours un Gouvernement vainqueur quand il possède des troupes comme celles qui arrivent actuellement d’Allemagne.

Rochefort – Non, non, il est préférable de les laisser partir. Nous deviendrons les maîtres sans répandre de sang.

Delescluze – Les maîtres d'un moment pour être plus sûrement vaincus, quand les prisonniers d'Allemagne seront arrivés, eux qui n'ont point pris l'esprit du peuple comme les troupes actuelles.

En somme, faut-il les laisser partir de Paris s'ils le veulent ?

Tous – Oui.

Delescluze – Et nous allons défendre les canons des Buttes-Montmartre ?

Tous – Oui, aux canons, aux canons...

Tous sortent pendant que la générale reprend au dehors.

Le rideau se baisse.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

ACTE III.

1^{er} tableau

La scène représente une grande place au bas des Buttes-Montmartre.

Le rideau se lève.

Dans le fond, à droite, on aperçoit des femmes, des enfants devant des gardes nationaux autour des canons. Sur le devant, à droite, Raison apparaît à côté de ses hommes, alignés en longeant la droite de la scène. Autour d'eux il y a aussi des femmes et des enfants, débordant un peu partout.

Scène I^{re}

Un trompette de la ligne, portant un petit drapeau blanc au bout de son fusil, paraît par la gauche, devant Raoul qui le suit.

À peine paru le trompette sonne au parlementaire.

Aussitôt un officier de la Garde nationale, suivi de deux hommes armés, se présente par la droite et s'arrête à trois pas de Raoul. Raison, ses hommes, la foule s'est retirée vers le fond à droite. On ne voit plus que les femmes et les enfants.

L'Officier du peuple, à Raoul – Que voulez-vous ?

Raoul – Le général Lecomte demande une députation de la Garde nationale pour parlementer avec lui.

L'Officier – Bien. La députation va venir.

Il se retire par la droite pendant que Raoul se retire par la gauche. Le trompette et les deux gardes nationaux restent là.

Raoul revient avec trois officiers supérieurs dont un est le général Lecomte. Un civil est avec eux.

Par la droite arrivent en même temps Delescluze, Cluseret, Flourens et deux officiers de la Commune.

Scène II

Lecomte – Nous venons, vous le savez, prendre les canons des Buttes-Montmartre.

Delescluze – Et nous, vous le savez aussi, sommes justement là pour vous empêcher de les prendre.

Lecomte – Que voulez-vous ?

Delescluze – La Liberté du peuple, rien de plus.

Lecomte – N'êtes-vous pas en République ?

Delescluze – C'est parce que nous sommes en République que nous prétendons à la Liberté et que nous ne voulons plus des serviteurs de l'Empire à notre tête, de ces misérables dont l'incurie n'a pas su défendre le pays qu'ils suçaient de son or et de ses sueurs.

Nous ne voulons plus de ces gens-là, nous n'en voulons plus.

Lecomte – Vous vous révoltez contre la loi ?

Delescluze – En République c'est le peuple qui fait la loi. Et voilà celle qu'il donne aujourd'hui.

Lecomte – Votre dernier mot ?

Delescluze – Nous gardons les canons pour imposer les droits du peuple à ceux qui veulent toujours les méconnaître.

Lecomte – Je vais faire avancer des troupes.

Delescluze – Et nous nous retirons au milieu des nôtres.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Les deux députations se retirent chacun de son côté. Des escouades de la ligne apparaissent aussitôt par la gauche. Le général Lecomte est à leur tête. Raoul est près du général. Le civil est toujours aux côtés de Lecomte.

Scène III

La troupe a pris la moitié de la scène, sur la gauche, du devant au fond. À droite, dans le fond, les femmes et les enfants apparaissent un peu mieux devant les premières lignes des gardes nationaux.

Lecomte, *au civil* – Qu'en penses-tu, Clément-Thomas ?

Clément-Thomas – Je pense qu'il faut agir avec énergie en précipitant les événements.

Lecomte – Lieutenant Mondroit, commandez le feu sur tout ce qui se trouve devant nous...

Raoul – Général, nous ne pouvons pas tirer sur des femmes et des enfants. Ce serait de véritables assassinats.

Lecomte – Je ne vous demande pas de réflexion mais de l'obéissance immédiate.

Raoul – Et moi je vous réponds par un refus d'obéissance. Je ne commande pas le feu sur des femmes et des enfants.

Lecomte – Rendez-moi votre sabre, monsieur, que je le brise devant vous.

Raoul, qui a son sabre à la main, le présente par la pointe au général. Celui-ci se recule en prenant un revolver à sa ceinture.

Lecomte – Misérable, vous me menacez, je crois.

Il tire sur Raoul sans le toucher.

Raoul sort à son tour un revolver et ajuste le général.

Raoul – Général, tirez donc encore une fois...

Lecomte – Soldats, arrêtez cet homme !

Raoul – Camarades, nous sommes tous enfants du peuple et nous ne tirerons pas sur le peuple. Ce sont des scélérats tous ceux qui veulent nous faire marcher contre le peuple.

Si nos tristes gouvernants n'étaient pas les ennemis du peuple ils ne nous enverraient pas toujours tuer nos frères ou les écraser sous le pied des chevaux.

Nous sommes en République et nos républicains actuels sont tout aussi ennemis du peuple que les pires potentats d'autrefois. C'est parce qu'ils comptent sur nous pour faire triompher leurs iniquités.

Eh bien, montrons-leur à la fin que nous sommes des enfants du peuple et que nous ne voulons plus combattre le peuple.

Camarades, la crosse en l'air !... et vive le peuple !...

Tous les soldats mettent la crosse en l'air en répétant :

Vive le peuple !...

Scène IV

La Garde nationale, les femmes arrivent aussitôt fraterniser avec les soldats.

Clément-Thomas, *à Lecomte* – Partons ou nous sommes perdus.

Ils vont pour disparaître furtivement tous les deux, mais le père Raison se place devant eux avec quelques gardes nationaux.

Raison – Halte, mes seigneurs. Ce n'est pas par là qu'il faut aller, mais par ici.

Il montre le côté des gardes nationaux par où arrivent en ce moment Delescluze, Flourens, Cluseret et d'autres officiers du peuple.

Citoyen Delescluze, voilà deux hommes qui ont commandé le feu sur le peuple...

Les femmes crient :

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Justice, justice...

Delescluze – Nous allons établir une cour martiale qui jugera l'affaire immédiatement.

Suivez-nous avec les prisonniers.

Delescluze et les officiers du peuple rentrent dans une maison de la place. Un peloton de gardes nationaux y pénètre aussi avec Lecomte et Clément-Thomas. Une sentinelle reste à la porte.

Le rideau se baisse.

2^e tableau

La scène représente le jardin enclos d'une maison de la place Montmartre. Au fond est la maison ; à droite et à gauche, un mur entoure la maison.

Le rideau se lève.

Il fait nuit.

Delescluze, Flourens et cinq ou six autres officiers du peuple sont assis sur des tambours dans un coin du jardin. Lecomte et Clément-Thomas sont debout à quelques pas devant eux. Lecomte est désarmé.

Quelques gardes nationaux, appuyés sur leurs fusils, se tiennent derrière leurs prisonniers. Tout autour du jardin des gardes nationaux éclairent avec des torches. Raison se tient près du conseil de guerre.

Scène I^{re}

Delescluze – Officier de la ligne, qui êtes-vous ?

Lecomte – Lecomte, général de la 3^e division du 1^{er} corps d'armée.

Delescluze, *s'adressant au civil* – Et vous, monsieur.

Le Civil – Clément-Thomas, général en chef de la Garde nationale de Paris.

Delescluze – Vous êtes accusés tous deux d'avoir commandé le feu sur le peuple.

Qu'avez-vous à répondre, général Lecomte ?

Lecomte – J'accomplissais mon devoir en exécutant les ordres qui m'avaient été donnés d'abord à moi.

Delescluze – Monsieur, il y a des ordres que l'on n'exécute pas, vous devez le savoir.

Si vous n'aviez commandé le feu que sur nous seulement, nous ne voudrions pas vous juger, parce que nous pouvions immédiatement rendre vos coups. Mais en ordonnant le massacre d'une foule sans armes, pouvait-elle rendre vos coups ?

Lecomte – J'avais des ordres, je vous dis.

Delescluze – Et moi je vous répète qu'on n'exécute pas les ordres quand ils sont un crime abominable.

Lecomte – Un soldat ne discute pas, il marche.

Delescluze – Eh bien, vous a-t-on commandé de tirer sur une foule désarmée ?

Lecomte – Non. Mais je n'ai commandé le feu que sur les gardes nationaux en armes. C'était à la foule à ne pas se trouver autour d'eux.

Delescluze – Alors pourquoi n'avoir pas fait les sommations ordonnées par la loi ?

Lecomte – Je n'y ai plus pensé, tellement le péril m'a semblé imminent.

Delescluze – Vous avez donc manqué à tous vos devoirs : à vos devoirs de soldat d'abord en ne sommant point le peuple, comme à vos devoirs de citoyen en ordonnant le massacre d'une foule inoffensive.

à Clément-Thomas.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Clément-Thomas, les mêmes faits sont à votre charge, avec celle de trahison, qu'il faut y ajouter : général en chef de la Garde nationale vous venez attaquer cette garde nationale, et vous décidez avec un général de la ligne de faire massacrer des femmes et des enfants.

Clément-Thomas – Nous sommes les soutiens des lois établies ; si nous avons manqué à nos devoirs nous ne pouvons être jugés que par ces mêmes lois, que vous ne représentez pas.

Delescluze – Nous ne représentons pas vos lois, non, mais nous représentons le peuple que vous alliez faire massacrer. C'est à ce titre seul que nous sommes vos juges.

Avez-vous, l'un ou l'autre, quelque chose de plus à ajouter pour votre défense ?

Tous deux – Non.

Delescluze – Nous allons délibérer.

Tous les officiers se lèvent et se réunissent en groupe pendant que Raison fait reculer les prisonniers.

Scène II

Louise Michel rentre par le fond. Elle s'arrête devant Lecomte et Clément-Thomas. Il rentre aussi beaucoup de gardes nationaux.

Louise Michel – Les voilà ces deux gredins qui voulaient faire égorger le peuple, les voilà !

C'est pour massacrer le peuple, n'est-ce pas, qu'il vous faut une armée, bien forte et bien disciplinée, bien dévouée à vos ordres. C'est pour étrangler les droits du peuple qu'il vous faut des soldats. Voilà ce que vous appelez défendre la Patrie.

Mais la Patrie, c'est vous, c'est l'or de la France que vous empochez... la Patrie, c'est votre ambition, c'est votre cupidité, qui détrouse le peuple et le fait égorger quand il ne veut plus se laisser dépouiller...

Vous êtes tous des monstres, vous, vos ministres et tous ces gouvernants qui se parent d'un titre républicain pour mieux étouffer la Liberté en frappant sur ses meilleurs défenseurs.

Le peuple à la fin comprendra ce que vous êtes et ce que vous valez ; il comprendra que la Révolution n'a rien changé dans son régime et dans sa misère ; il comprendra que les hommes d'aujourd'hui sont comme les hommes d'autrefois, d'abominables oppresseurs de la pensée et du droit des gens.

Aux gardes nationaux :

Camarades, la lutte est commencée, pour le peuple et pour la libération du genre humain.

La Révolution de 1789 nous a donné d'autres maîtres dans un nouvel esclavage mais la Révolution d'aujourd'hui va détruire tous les maîtres et tous les esclavages.

Jurez avec moi de défendre la Commune...

Tous les gardes – Nous le jurons.

Chantons maintenant tous ensemble, notre chant d'espérance et d'avenir, chantons « l'Internationale ».

Un Garde, *chante* –

« Debout les damnés de la terre,

Debout les forçats de la faim.

La vérité tonne dans son cratère,

C'est l'éruption de la fin.

Du passé faisons table rase,

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Foule esclave, debout debout.
Le monde va changer de base,
Nous ne sommes rien, soyons tout. »

Tous –

« C'est la lutte finale,

Groupons-nous, et demain,

L'Internationale

Sera le genre humain. »

Tous – Vive la Commune ! Vive la Commune !

Les officiers vont se rasseoir sur les tambours. Delescluze fait signe de ramener les prisonniers devant le Conseil.

Scène III

Delescluze – Général Lecomte, général Clément-Thomas, nous vous infligeons la peine de mort... Vous serez passés par les armes immédiatement...

Lecomte – C'est une grande faute que vous allez commettre, car l'exemple du sang sera donné.

Delescluze – C'est peut-être une grande faute, mais avant tout c'est une grande justice. Et nous la commandons d'une conscience tranquille.

À Raison.

Sergent, exécutez ces deux hommes.

Raison – Messieurs, allez au mur...

Lecomte et Clément-Thomas vont se placer au mur. Le peloton qui les gardait s'aligne à quelques pas devant eux. Les gardes nationaux, porteurs de torches, se sont placés de chaque côté, éclairant les condamnés et la ligne de tir.

Raison – Portez... armes... en joue... feu !...

Une décharge retentit. Les deux hommes s'affaissent.

Le rideau se baisse.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

ACTE IV.

La scène représente la campagne autour de Chatou, près de Paris. À droite, sur le devant, une petite villa à un étage, un perron de quelques degrés, une lucarne de grenier sur les toits. À gauche des arbrisseaux dessinés en bouquets disséminés.

Le rideau se lève.

Il fait nuit. Cinq généraux de l'armée de Versailles sont réunis d'un groupe, à gauche avec Flahutt.

Scène I^{re}

Flahutt – La désunion règne partout ; ils désorganisent tout sans savoir rien réformer. Chacun veut commander quand personne ne songe à obéir. Voilà la Commune.

D'un effort énergique vous pourriez prendre Paris. Mais cet effort est inutile puisque le peuple va vous appeler de lui-même. S'il ne le fait pas je vous donnerai le moment d'agir.

Vinoy – Ils ont arrêté les principaux citoyens, nos amis, ne pourriez-vous essayer de les faire remettre en liberté.

Flahutt – J'ai déjà essayé quelque chose pour eux, mais sans trop réussir. En tout cas ils ne toucheront pas à leur vie, je vous en réponds.

Séparons-nous maintenant et attendez mes renseignements.

Les officiers s'éloignent par le fond pendant que le jour paraît lentement.

Scène II

Flahutt regarde les officiers disparaître.

Flahutt – Imbéciles ! C'est moi qui ai conseillé à la Commune de prendre en otages les hommes les plus éminents de l'ancien régime, et ils se figurent que je vais leur faire rendre la liberté.

Attendez, messieurs, attendez de venir vous-mêmes à Paris, vous allez voir ce qui s'y passera.

Il faut que je décide la Commune à miner la ville d'un bout à l'autre et à s'engloutir avec l'armée versaillaise dans une destruction épouvantable quand les troupes y seront rentrées.

Il faut que Paris saute avec les débris de l'armée française dedans, oui voilà ce qu'il faut.

Ah ! Bismarck sera content.

Il se frotte les mains.

Scène III

Raison arrive par la gauche avec des gardes nationaux en compagnies de marche. Ils s'étendent sur le fond de la scène. Flahutt est rentré dans la maison.

Raison – Halte...

Formez les faisceaux et placez des sentinelles pour surveiller la campagne.

Arrivent Delescluze, Ferré, Flourens et deux autres généraux de la Commune. Ferré seul est en civil. Louise Michel vient après eux. Flahutt sort en même temps de la maison et se dirige vers le groupe.

Delescluze, à Raison – Il faut placer des sentinelles aux environs et ne pas nous laisser surprendre.

Raison – C'est déjà fait, citoyen.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Delescluze – Vous feriez peut-être bien aussi de pousser une petite reconnaissance en avant pour voir ce qui s’y passe.

Raison – C’est aussi ce que j’ai pensé.

Raison s’en va par le fond avec une partie des gardes nationaux pendant que les chefs se réunissent d’un groupe, sur le devant, avec Flahutt.

Scène IV

Flourens, à *Flahutt* – Il s’agit maintenant de savoir ce qui se trouve devant nous. Quelles forces allons-nous rencontrer ?

Flahutt – Des forces suffisantes pour vous repousser, croyez-le bien.

Flourens – Vous nous disiez pourtant que la campagne était libre, par ici, et que nous pouvions marcher sur Versailles ?

Flahutt – Oui, je le disais, il y a quelques jours, mais je ne le dis plus à présent. Car il y a de l’artillerie sur tous les points stratégiques.

Est-ce ma faute à moi, si vous avez donné le temps à Versailles de faire venir les canons de l’armée de la Loire.

La Commune veut tout faire, mais elle ne fait rien ou le fait trop tard.

Flourens – C’est absolument vrai...

Que reste-t-il à faire maintenant ?

Flahutt – La retraite sur Paris, pas autre chose. Voilà mon opinion.

Flourens, *aux officiers* – Je monte un peu dans le grenier de cette maison pour étudier les environs.

Il rentre dans la maison.

Flahutt – Aller sur Versailles n’est plus possible. Il faut maintenant attendre l’ennemi dans Paris pour le combattre de rue en rue.

Delescluze – Oui, mais nous serons vaincus, car tous les prisonniers seront revenus d’Allemagne avant huit jours.

Flahutt – Il vous reste un moyen suprême de vaincre, même dans la défaite, et d’anéantir tous vos ennemis à la fois, alors qu’ils se croient bien assurés de la victoire : c’est de faire sauter Paris tout entier par la dynamite quand les troupes de Versailles y seront rentrées.

Louise Michel – Oui, voilà ce qu’il faut faire... que Paris devienne l’immense cercueil de tous les ennemis du peuple.

Delescluze – C’est un moyen épouvantable mais il est déjà décidé : Paris est bourré de dynamite d’un bout à l’autre pour éclater comme un volcan si les Versaillais y rentrent...

Louise Michel – C’est ainsi que l’on doit mourir quand on ne peut pas vivre libre.

Flahutt s’écarte un peu du groupe.

Flahutt – Mon œuvre sera donc complète : Paris anéanti, la France est morte pour toujours.

Scène V

Raison et ses hommes reviennent par le fond de la scène. Ils gardent l’arme au pied.

Raison – Citoyen Delescluze, nous n’avons rien vu dans les environs. Mais il semble y avoir beaucoup de troupes devant nous.

Delescluze – Ah ! je le sais malheureusement trop bien. Je sais aussi que nous n’irons pas à Versailles mais que Versailles viendra bien sûr à Paris.

Louise Michel – Mon pauvre ami, nous allons perdre là une des plus belles parties que le peuple ait eue entre les mains, et qui mettra peut-être un siècle entier avant de se représenter pareille.

Delescluze – Que veux-tu ! ce n'est pas ma faute. J'étais disposé à tout tenter, à tout oser, et l'on n'a rien essayé.

Nous étions triomphants sans combattre, et nous voilà vaincus encore sans combattre.

Louise Michel – Et moi qui voyais déjà luire l'aurore d'une société nouvelle ! Moi qui croyais déjà le peuple vraiment libre, débarrassé de ses égorgeurs et de ses détrousseurs ! Moi qui croyais déjà voir régner la justice pour tous, l'égalité pour tous, et les Droits de l'Homme, les droits de vivre en travaillant, inscrits désormais dans les codes de l'existence !

Pauvre peuple, tu vas redevenir un vil troupeau conduit par des maîtres impitoyables qui se croiront bien plus grands à mesure qu'ils pourront te faire bien plus de mal. Tu vas redevenir la proie de tous ces faux républicains qui parlent de liberté en étranglant la liberté des autres, et qui se croient des grands hommes en n'étant que de grands pantins. Tu vas redevenir l'ennemi commun contre lequel tous les gouvernants vont lancer les régiments et les escadrons pour étouffer les cris de ton droit et les plaintes de ta misère sous la lueur des sabres ou des baïonnettes.

Aussi jusqu'au jour où l'homme, comprenant enfin son droit et son devoir, brisera tous ces charlatans de la politique qui se créent des autels de demi-dieux en asservissant leurs semblables au nom des grands mots : Liberté, égalité, Fraternité...

Pauvre peuple, pauvre peuple !

Elle sort par le fond.

Delescluze, *aux gardes nationaux* – Mais amis, il est inutile d'essayer d'aller plus loin, ce serait sacrifier votre vie sans aucun profit.

Nous attendrons désormais l'ennemi dans Paris.

En retraite.

Tout le monde s'en va par la droite. Delescluze s'approche de la maison, près de la porte qu'il entr'ouvre.

Delescluze – Flourens, viens-tu ? Nous nous retirons.

Flourens, *de l'intérieur* – Oui, je vous suis.

Scène VI

La scène est déserte quand Flourens sort de la maison et s'apprête à descendre le perron. En même temps un gendarme arrive furtivement par la gauche. Il met un genou à terre et ajuste Flourens qui ne l'a pas vu.

Le Gendarme – Rends-toi ou je te tue...

Flourens sort précipitamment un revolver de sa ceinture et regarde le gendarme qui lui répète :

Rends-toi ou je tire...

Flourens – Puisque aucune défense n'est possible, je me rends...

Il abaisse le bras armé du revolver.

Le Gendarme – Jette ton revolver.

Flourens jette son revolver devant lui.

Jette ton sabre.

Flourens dégrafe son ceinturon et le jette avec le sabre près du revolver. Le gendarme avance, tenant toujours le canon de son fusil vers Flourens, ramasse le revolver et

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

ajuste maintenant Flourens avec le revolver pendant qu'il ramasse le ceinturon et le sabre. Il tient ainsi son fusil, le sabre et le ceinturon de la main gauche, le revolver de la main droite.

Le Gendarme – Maintenant marche devant moi. Mais ne bronche pas, si tu tiens à la vie.

Au moment où Flourens va partir, Flahutt apparaît sur le perron et regarde. Il arrive en même temps par la gauche, un capitaine de gendarmerie, précédant de quelques pas des officiers de Versailles avec le général Victor.

Scène VII

Voyant Flourens aux mains du gendarme, le capitaine dégaine et arrive sur Flourens en criant :

Le Capitaine – Il y a longtemps que j'ai envie de tuer une de ces canailles-là...

En même temps il lui fend la tête d'un coup de sabre... Flourens tombe sans pousser un cri.

Vinoy – Capitaine Rivière, vous venez de tuer un des grands chefs de la Commune. Vous êtes un brave... je vous décore de ma propre main.

Il retire sa croix et la place sur la poitrine du capitaine.

Flahutt, qui est descendu du perron, se tient à l'écart. Lorsque Vinoy décore le capitaine, Flahutt se retourne pour rentrer dans la maison.

Flahutt – Ah ! pauvre France ! malheureuse nation ! à quel degré de bassesse et d'infamie sont donc tombés tous tes grands hommes du sabre et de la politique pour décorer le misérable qui vient de tuer un prisonnier désarmé !

Il rentre dans la maison.

Le rideau se baisse.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

ACTE V.

1^{er} tableau

La scène représente une longue barricade partant obliquement du devant de la gauche au fond de la droite. À gauche, dans le fond, des maisons et une rue. À gauche on peut pénétrer dans la barricade par une petite rue libre, tout à fait sur le devant. Un large drapeau rouge est planté sur la barricade.

Le rideau se lève.

Delescluze et une trentaine de gardes nationaux sont dans la barricade. Ils tirent, Delescluze comme eux. Raoul, en simple garde national, est un peu sur le devant de la gauche. Il tire aussi. Flahutt est sur le devant de la droite, mais sans arme.

Au loin, Paris brûle.

Scène I^{re}

Delescluze – Cessez le feu. Ils se sont tous retirés, je crois.

Flahutt – Citoyen Delescluze, ne pensez-vous pas qu'il serait temps de se retirer aussi sur le Père-Lachaise pour échapper au danger de l'explosion ?

Delescluze – Quelle explosion ?

Flahutt – Mais l'explosion de Paris qui doit sauter au dernier moment. Vous le savez bien pourtant ?

Delescluze – Je sais que l'explosion de Paris est un conte de vieilles femmes. Voilà ce que je sais.

Flahutt – Comment, le dessous de la ville n'est pas bourré de dynamite ?

Delescluze – Il n'y a pas plus de dynamite en-dessous que je n'en ai sur la main. Nous avons fait courir ce bruit pour intimider les Versaillais, tout simplement.
Par exemple, quel est donc l'être qui oserait pareille abomination.

Delescluze s'avance pour regarder par-dessus la barricade, Flahutt reste seul un peu à l'écart.

Flahutt – Malédiction ! Mon œuvre ne sera pas complète.

Il sort par la droite.

Scène II

Le père Raison arrive par le devant de la gauche, un fusil à la main.

Raison – J'arrive, mes amis, j'arrive.

J'avais cédé aux pleurs de ma fille et j'étais rentré chez moi, mais ce qui s'accomplit en ce moment dans tout Paris est si épouvantable, que je veux maintenant mourir les armes à la main.

Une malheureuse jeune fille de dix-huit ans à peine, vient d'être éventrée sous mes yeux pour avoir dit à un soldat dont la baïonnette était rouge de sang :

« Vous avez du sang de vos frères à votre baïonnette... »

L'autre lui traversa le ventre d'un coup de baïonnette en répondant :

« Tiens, j'aurai aussi du sang de mes sœurs... »

Louise Michel est entrée aussi par la gauche. Elle écoute les dernières paroles de Raison.

Louise Michel – J'ai vu fusiller une pauvre mère avec son petit enfant dans les bras...

Qu'avait-elle fait ? Une misérable prostituée l'accusait d'avoir travaillé aux barricades.

Le dernier des misérables, qui accuse quelqu'un, fait donner la mort immédiatement. Les prisonniers, gardes nationaux, je ne vous en parlerai pas, on les coupe en morceaux, on les déchire à coups de sabre.

Et c'est ainsi dans chaque rue, dans chaque quartier ; c'est ainsi dans toute la ville. Ils brûlent Paris avec leurs bombes et leurs obus en nous accusant de mettre le feu avec du pétrole.

À Raison.

Sergent, allez donc au numéro douze de cette rue, ils percent un mur pour tourner la barricade. Vous les prendrez peut-être au passage.

Raison sort par la gauche avec une dizaine de gardes nationaux.

Louise Michel, à *Delescluze* – C'est triste à dire, mais l'homme est un monstre pour son frère.

Aucun animal ne hait plus son espèce que l'homme hait la sienne. Quand un soldat étranger tombe prisonnier de guerre, on le soigne, il est un vieil ami ; et quand un Français se rend à des Français, on l'égorge tout de suite.

C'est encore trop peu, il faut éventrer des femmes et des enfants sur le seuil de leur porte, ou brûler des familles entières dans l'intérieur de leur maison.

Pauvre progrès, pauvre lumière...

Delescluze – La réaction a toujours été impitoyable dans ses vengeances : c'est la fusillade en tas, c'est le massacre en bloc...

Les républicains eux-mêmes, lorsqu'ils sont au pouvoir, deviennent de véritables bourreaux pour le peuple, s'il ose les combattre : vois Cavaignac en 48, inondant Paris de sang pour étouffer la Commune naissante... Vois le Directoire en 96, faisant mitrailler le peuple à Saint-Roch... Vois la Convention en 94, guillotinant les Montagnards et tous les derniers défenseurs du peuple avec eux, sans procédure et sans jugement...

Tout ce qui aspire à la domination doit être implacable dans ses moyens. Réactionnaires et républicains l'ont été jusqu'à l'excès jusqu'à la plus noire barbarie.

Tels ils ont été, tels ils resteront, jusqu'au jour où le peuple comprendra que lui seul est coupable de ses misères, puisqu'il donne la puissance politique à ses propres ennemis, les exploiters de la masse, ambitieux sans cœur et sans scrupule, tous ligés pour maintenir les travailleurs dans la chaîne des maîtres.

Le père Raison revient avec ses hommes, conduisant quatre soldats prisonniers.

Scène III

Raison – Citoyen général, en voilà quatre que nous avons pris dans leur souricière.

Delescluze – Eh bien, soldats de Versailles, qu'attendez-vous de nous ? Qu'attendez-vous des brigands qui ont fusillé vos chefs Lecomte et Clément-Thomas, comme vous le dites si bien ?

Les otages aussi viennent d'être fusillés, mais c'est par une machination incompréhensible, car la Commune n'en a pas donné l'ordre. Il y a un mystère là-dedans que nous ne comprenons pas.

La Commune n'a jamais fusillé un prisonnier, alors même qu'on massacrerait les siens, parce qu'elle ne frappe pas sur le peuple, mais sur les oppresseurs du peuple. Tel est son principe.

Tant pis si nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier : Versailles qui assassine et la Commune qui pardonne...

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

Retournez parmi les vôtres, allez dire à ceux qui égorgent nos frères, que la Commune vous a donné la vie et la liberté...

Allez... vous êtes libres...

Les soldats s'en vont par le même chemin.

Scène IV

Le père Raison regarde par-dessus la barricade.

Raison – Attention, ils sont revenus.

Tous les gardes nationaux se placent à leur poste de combat.

Delescluze – Ne tirez pas avant que ces quatre soldats aient disparu.

Raison – On ne les voit plus.

Delescluze – Alors montrons maintenant aux Versaillais que la Commune ne pardonne pas pour acheter son propre pardon.

Il prend le drapeau et monte debout sur la barricade, le sabre à la main droite, le drapeau à la main gauche. Il commande d'une voix retentissante :

Feu !...

Raoul jette son fusil en disant :

Raoul – Je n'ai plus de cartouches...

Une effroyable décharge répond au tir des gardes nationaux. Des coups de canons retentissent, Delescluze s'affaisse sur la barricade, mais il se relève aussitôt en criant :

Delescluze – Vive la Commune !... à bas Thiers ! à bas Mac-Mahon, les égorgeurs du peuple !
Vive la Commune !...

Il s'affaisse de nouveau et tombe dans les bras des gardes nationaux qui le déposent à terre, sur le drapeau.

Raoul – Il est mort...

Louise Michel – Noble cœur, puissent les générations futures prendre en exemple un jour, et ta vie et ta mort...

Louise Michel se retire par la droite en tenant son mouchoir sur les yeux.

Scène V

Julie arrive par la gauche en courant.

Julie – Partez mon père, partez tous. Ils percent les maisons : la barricade va être tournée dans un moment. Partez, partez vite.

Raison – Mais toi, malheureuse enfant, retourne à la maison.

Julie – Non, non, je ne veux plus vous quitter.

Raison – En retraite, camarades, et bien vite.

Tous les gardes nationaux s'en vont par la droite. Raoul ne bouge pas.

Julie – Venez, Raoul...

Raoul ne bouge pas.

Raoul – à quoi bon... je veux mourir ici...

Julie – Non, venez, nous pouvons peut-être échapper encore.

Je ne veux pas que vous mouriez ou je mourrai avec vous...

Venez, venez...

Elle l'entraîne par la droite. Les soldats apparaissent de l'autre côté de la barricade. Ils tirent, le canon gronde. Les soldats escaladent la barricade.

Le rideau se baisse.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

2^e tableau

La scène représente la place devant le cimetière du Père-Lachaise. À droite, le cimetière ; à gauche, une grande rue. Au loin, Paris brûle toujours.

Le rideau se lève.

Des gardes nationaux, commandés par Raison, emplissent la scène. Ils tirent vers la grande rue. Une vive fusillade leur répond. Le canon tonne. Julie est sur le devant, à côté de Raoul auquel elle a passé ses deux bras autour du cou.

Scène I^{re}

Raison – Attendez, ne tirez qu'à coup sûr, car les cartouches vont manquer.

Nous ne pouvons plus échapper mais au moins faisons-leur payer notre mort.

Tous s'arrêtent de tirer, ayant le fusil prêt. Une accalmie dans la fusillade réciproque.

Raoul – Quand la vie m'enivrait de ses espérances, vous m'avez repoussé ; pourquoi revenir maintenant que je vais mourir ?

Julie – Raoul, laissons les souvenirs douloureux. La vie ne pouvait plus nous unir, mais je viens mourir avec vous... N'êtes-vous pas satisfait ?

Raoul – Mourir... vous si jeune et si belle...

Julie – Oh ! je n'aime plus ni la jeunesse, ni la beauté depuis que je vous ai perdu.

Raoul – Quel est donc cet étrange mystère ?

Julie – Raoul, je ne veux plus que le bonheur de mourir avec vous ; je ne pense plus qu'à celui-là. Ne me parlez pas d'autre chose.

Les gardes nationaux tirent encore, mais seulement quelques coups, l'un après l'autre.

Raison – Cessez le feu, allez. Toute résistance devient inutile : nous n'avons plus de cartouches et nous sommes cernés...

C'est maintenant le moment de mourir...

Tous les gardes nationaux jettent leurs fusils en se formant d'un groupe compact vers la droite. Ils entonnent le refrain de « l'Internationale » mais en transposant le deuxième vers.

Tous – « C'est la lutte finale,
Nous mourrons, mais demain,
l'Internationale
sera le genre humain. »

Scène II

Les soldats arrivent par la gauche, alignés et le fusil en joue sur les gardes nationaux qui chantent.

Un Officier – Rendez-vous...

Raison – Nous sommes rendus, je pense, puisque nous avons jeté nos fusils.

En ce moment Flahutt perce les gardes nationaux par la droite et se présente à l'officier en lui montrant un grand papier. L'officier le prend et lit.

Scène III

Julie – Mon père, voilà l'homme de Ferrières...

Raison – Celui-là ?

Julie – Oui.

Raison – Il me semblait bien aussi l'avoir vu quelque part.

Heureusement, il y a encore une cartouche dans mon fusil.

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.

L'officier remet le papier à Flahutt pendant que Raison ramasse son fusil, un peu caché par Raoul et Julie.

L'Officier – Monsieur, vous êtes libre, vous pouvez passer.

Aux soldats.

Laissez passer monsieur.

En ce moment Raison ajuste subitement Flahutt et lui tire dans le dos. Celui-ci tombe en poussant un cri.

Flahutt – Ah !...

L'Officier – Feu...

Le premier rang des soldats tire sur les gardes nationaux, en tuant une partie. Le deuxième rang tire à son tour et tue le restant.

Tous les gardes nationaux tombent en criant : « Vive la Commune ! Vive la Commune ! »

Raoul et Julie tombent enlacés et s'embrassant.

Le père Raison tombe le dernier, jetant son fusil devant les soldats et répétant :

Raison – à bas Thiers ! à bas Mac-Mahon ! les deux bourreaux du peuple ! Vive la Commune !

Une dernière décharge l'abat près de Julie et de Raoul.

Le rideau se baisse.

Fin

Pour citer cet article :

Ary Ludger, « *La Commune, drame historique (1908)* », Revue *Théâtre(s) politique(s)*, n°1, 03/2013 – URL : <http://theatrespolitiques.fr/2013/03/la-commune-drame-historique-dary-ludger-1908/>

CONDITION DE DIFFUSION :

Vous êtes libre de reproduire ce document, de le distribuer et de le communiquer au public à condition de mentionner le nom de son auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ou l'utiliser à des fins commerciales.